ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 5 avril 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut pécuniaire du personnel soldé des forces armées", a donné le 28 mai 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e april 1985 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bezoldigingsregeling van het soldijtrekkend personeel van de krijgsmacht", heeft de 28e mei 1985 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal portant le statut pécuniaire du personnel des forces armées qui bénéficie d'une solde".

PREAMBULE.

L'alinéa 1er doit être complété par les mots "..., notamment l'article 2, § 2, et l'article 6, § 1er;".

Il y a lieu, à l'alinéa 2, de mentionner la date de l'accord du Ministre du Budget, savoir le 19 avril 1985.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le paragraphe 1er, 1°, serait mieux rédigé comme suit :

"1° les miliciens qui, à la suite d'un appel, se présentent au Centre de recrutement et de sélection;".

Cette observation vaut également pour le tableau I, B.

.../...

Article 2.

L'alinéa 2 du paragraphe 1er est superflu, étant donné que le tableau est suffisamment précis. Il est proposé de rédiger ce paragraphe de la manière suivante :

"§ 1er. Le militaire bénéficie par journée de service actif d'une solde dont les taux par jour sont fixés conformément au tableau I de l'annexe".

Dans l'intitulé des tableaux I, II et III, les mots "taux journaliers" devraient être remplacés par les mots "taux par jour".

A la fin du paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu d'ajouter les mots "de l'annexe" après les mots "du tableau IV". Cette observation vaut également pour chacun des articles dans lesquels il est fait référence à l'un des tableaux de l'annexe.

Article 3.

A l'alinéa 1er du paragraphe 1er, il y aurait lieu d'écrire "... même si, selon les lois sur la milice, ...".

Dans le texte néerlandais du 1°, il convient d'écrire "Recruterings- en Selectiecentrum" au lieu de "Recruterings- of Selectiecentrum".

Au 5°, il y a lieu de remplacer le mot "exécute" par le mot "subit".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle la réduction de la solde prévue au paragraphe 2 est limitée à une durée de cent quatre-vingts jours. Le texte devrait préciser si, à l'expiration de ce délai, le paiement de la solde est entièrement supprimé ou si celle-ci est entièrement payée.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, il convient d'écrire : "dat hij een bij vonnis of arrest uitgesproken vrijheidsstraf ondergaat" au lieu de "van de uitvoering van een bij vonnis of arrest uitgesproken vrijheidsstraf".

Il est proposé de rédiger le paragraphe 3, alinéa 2, comme suit :

"La différence entre la solde qui est prévue au tableau I de l'annexe et celle qui a été versée lui est payée pour le temps de détention préventive qui n'est pas couvert par une condamnation à une peine privative de liberté".

Article 4.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

Le militaire qui a été séparé de l'armée, en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, perçoit, lors de sa reprise en force, la solde qui est due pour la période de son absence, pour autant que sa conduite ait été jugée compatible avec son état militaire par l'autorité que le Ministre de la Défense nationale désigne".

Article 5.

Il y a lieu d'écrire "de la situation" et non "dans la situation".

Article 6.

La phrase introductive devrait être libellée comme suit :

"Un supplément de solde dont les taux et la période d'octroi sont fixés conformément au tableau III de l'annexe est payé :".

Article 7.

A la fin de l'article, il y a lieu d'écrire : "... est payée conformément à l'article 2, § 1er".

Article 8.

A l'alinéa 1er, il convient de supprimer le mot "journalier".

A l'alinéa 2, il faut écrire "à l'alinéa 1er" et non "au 1er alinéa".

Article 9.

A la fin de l'article, les mots "donnant droit à la solde entière" devraient être remplacés par les mots "donnant droit à la solde prévue au tableau I de l'annexe".

Article 10.

Il y a lieu de supprimer les mots "du présent arrêté".

.../...

Article 11.

Le paragraphe 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Les ménages militaires perçoivent une allocation pour ration de vivres pour chaque militaire bénéficiant de la solde prévue au tableau I de l'annexe, ainsi que pour le militaire qui, suite à un jugement ou à un arrêt, subit dans le quartier militaire une peine privative de liberté".

A la fin du paragraphe 1er, alinéa 2, 1°, il y a lieu de supprimer les mots "du présent arrêté".

Au 2° du même paragraphe 1er, alinéa 2, mieux vaudrait écrire :

"2° est placé et nourri aux frais de l'Etat chez l'habitant;".

Au 4° dudit paragraphe 1er, alinéa 2, il conviendrait d'écrire :

"4° perçoit un complément de solde pour la période pendant laquelle il a été détenu préventivement ou séparé de l'armée".

Article 12.

Le paragraphe 1er, 5°, prévoit l'avis favorable de l'inspecteur des Finances. L'arrêté par lequel le Ministre va déterminer certaines situations qui donnent droit à l'indemnité de hors-ménage devra être soumis aux formalités prévues par l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire. Les mots "sur avis favorable de l'Inspecteur des Finances" doivent donc être omis.

Le paragraphe 2, 1°, devrait être libellé comme suit :

"1° dans les cas définis à l'article 11, § 1er, 2°, 3° et 4°;".

Le paragraphe 2, 3°, serait mieux rédigé comme suit :

"3° lorsque, en exécution d'un jugement ou d'un arrêt, le militaire subit une peine privative de liberté".

Article 13.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, il conviendrait d'écrire "wanneer de militair om enige reden uit zijn eenheid afwezig is" au lieu de "wanneer de militair om eender welke reden van zijn eenheid afwezig is".

A la fin du paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "... met fin à l'obligation de l'Etat de pourvoir au logement".

Au paragraphe 3, il convient d'écrire dans le texte néerlandais au lieu de "een logement te verstrekken", "huisvesting te verschaffen", comme au paragraphe 2.

Article 14.

Dans le texte français de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "... Société nationale des chemins de fer belges ...".

Au 2° de l'alinéa 2, mieux vaudrait écrire : "2° en service à l'étranger".

.../...

Article 15.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 15.-

§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale fixe les conditions d'octroi du titre de transport.

Ce titre est accordé au militaire se rendant dans son foyer à l'occasion d'un congé ou d'une permission et pour autant que l'intéressé soit tenu d'effectuer, pour ce déplacement, un trajet de quinze kilomètres au moins.

§ 2. Des titres de transport peuvent être accordés plus ou moins fréquemment selon la catégorie des bénéficiaires et en fonction de leurs départs en congé ou en permission.

Un militaire peut bénéficier au maximum d'un titre de transport toutes les deux semaines".

Article 16.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 16.-

Le Ministre de la Défense nationale peut accorder un titre de transport supplémentaire dans les cas suivants :

1° ... (comme au projet);

2° ... (comme au projet);

3° lors des funérailles d'un parent ou d'un allié du premier ou du deuxième degré, ou d'un degré plus éloigné si le militaire habite sous le même toit que le défunt;

4° ... (comme au projet)".

OPSCHRIFT.

Het opschrift kan beter gesteld worden als volgt :

"Koninklijk besluit houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de krijgsmacht dat een soldij geniet".

AANHEF.

Het eerste lid moet worden aangevuld met de woorden "... inzonderheid op artikel 2, § 2, en op artikel 6, § 1;".

In het tweede lid dient de datum van het akkoord van de Minister van Begroting te worden vermeld, te weten 19 april 1985.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Paragraaf 1, 1°, kan beter gesteld worden als volgt :

"1° de dienstplichtigen die zich ingevolge een oproeping aanmelden bij het Recruterings- en Selectiecentrum;".

Die opmerking geldt ook voor tabel I, B.

.../...

Artikel 2.

Het tweede lid van paragraaf 1 is overbodig, aangezien de tabel voldoende duidelijk is. Voorgesteld wordt die paragraaf te stellen als volgt :

"§ 1. De militair geniet per dag werkelijke dienst een soldij waarvan de dagbedragen zijn vastgesteld overeenkomstig tabel I van de bijlage".

In de Franse tekst van het opschrift van de tabellen I, II en III zouden de woorden "taux journaliers" moeten worden vervangen door de woorden "taux par jour".

Op het einde van paragraaf 2, tweede lid, dienen de woorden "van de bijlage" te worden toegevoegd na de woorden "van tabel IV". Deze opmerking geldt eveneens voor ieder van de artikelen waarin naar een der tabellen van de bijlage wordt verwezen.

Artikel 3.

In het eerste lid van paragraaf 1 zou moeten worden geschreven "... zelfs wanneer die periodes volgens de dienstplichtwetten...".

In de Nederlandse tekst onder 1° moet worden geschreven "Recruterings- en Selectiecentrum" in plaats van "Recruterings- of Selectiecentrum".

In de Nederlandse tekst onder 5° vervange men het woord "uitvoert" door het woord "ondergaat".

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de vermindering van de soldij waarin paragraaf 2 voorziet, wordt beperkt tot een duur van honderd tachtig dagen.

De tekst zou nader moeten bepalen of de betaling van de soldij na het verstrijken van die termijn volledig wordt afgeschaft, dan wel of de soldij volledig wordt uitbetaald.

In de Nederlandse tekst van paragraaf 2 vervange men de woorden "van de uitvoering van een bij vonnis of arrest uitgesproken vrijheidsstraf" door de woorden "dat hij een bij vonnis of arrest uitgesproken vrijheidsstraf ondergaat".

Voorgesteld wordt paragraaf 3, tweede lid, te redigeren als volgt :

"Het verschil tussen de soldij die bepaald is in tabel I van de bijlage en die welke gestort is, wordt hem uitbetaald voor de duur van de voorlopige hechtenis die niet door een veroordeling tot een vrijheidsstraf gedekt is".

Artikel 4.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

De militair die van het leger gescheiden wordt wegens omstandigheden buiten zijn wil, ontvangt bij zijn wederopneming in de getalsterkte de soldij die hem voor de duur van zijn afwezigheid verschuldigd is, voor zover de door de Minister van Landsverdediging aangewezen overheid oordeelt dat zijn gedrag verenigbaar is met de staat van militair".

Artikel 5.

In de Franse tekst moet worden geschreven "de la situation" en niet "dans la situation".

.../...

Artikel 6.

De volzin die de bepaling inleidt zou op de volgende wijze moeten worden gesteld :

"Een soldijbijslag waarvan de bedragen en de toekenningsperiode worden vastgesteld overeenkomstig tabel III wordt betaald :".

Artikel 7.

In dit artikel behoort te worden geschreven : "...waarvoor de soldij wordt betaald overeenkomstig artikel 2, § 1".

Artikel 8.

In het eerste lid dient het woord "dagbedrag" te worden vervangen door het woord "bedrag".

In de Franse tekst van het tweede lid moet "à l'alinéa 1er" worden geschreven en niet "au 1er alinéa".

Artikel 9.

Aan het slot van het artikel zouden de woorden "die recht geeft op de volle soldij" moeten worden vervangen door de woorden "die recht geeft op de soldij welke in tabel I van de bijlage is bepaald".

Artikel 10.

In de Franse tekst moeten de woorden "du présent arrêté" vervallen.

Artikel 11.

Het zou beter zijn paragraaf 1, eerste lid, als volgt te stellen :

"§ 1. De militaire huishoudingen ontvangen een toelage voor levensmiddelenrantsoen voor iedere militair die de in tabel I van de bijlage bepaalde soldij geniet, alsmede voor de militair die ten gevolge van een vonnis of een arrest een vrijheidsstraf ondergaat in het militair kwartier".

Op het einde van paragraaf 1, tweede lid, 1°, dienen de woorden "van dit besluit" te worden geschrapt.

In 2° van diezelfde paragraaf 1, tweede lid, kan beter worden geschreven :

"2° ten laste van de Staat kost en inwoning geniet bij particulieren;".

In 4° van vorengenoemde paragraaf 1, tweede lid, zou moeten worden geschreven :

"4° een aanvullende soldij ontvangt voor de periode tijdens welke hij voorlopig opgesloten of van het leger gescheiden was".

.../...

Artikel 12.

Paragraaf 1, 5°, bepaalt dat een gunstig advies van de Inspecteur van Financiën vereist is. Het besluit waarbij de Minister bepaalde toestanden zal vaststellen die recht geven op de "buitenmenagevergoeding", zal moeten worden onderworpen aan de formaliteiten die bepaald zijn in het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole. De woorden "op gunstig advies van de Inspecteur van Financiën" moeten derhalve vervallen.

Paragraaf 2, 1°, zou als volgt moeten worden gesteld :

"1° in de gevallen bepaald bij artikel 11, § 1, 2°, 3° en 4°;".

Paragraaf 2, 3°, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3° wanneer de militair ter uitvoering van een vonnis of een arrest een vrijheidsstraf ondergaat".

Artikel 13.

In paragraaf 1 schrijve men in de Nederlandse tekst : "wanneer de militair om enige reden uit zijn eenheid afwezig is" in plaats van "wanneer de militair om eender welke reden van zijn eenheid afwezig is".

De tweede volzin van paragraaf 2, tweede lid, redigere men als volgt : "Hetzelfde geldt wanneer ten gevolge van enige afwezigheid die zich tijdens dezelfde periode voordoet, een einde komt aan de verplichting van de Staat om in de huisvesting te voorzien".

In de Nederlandse tekst van paragraaf 3 schrijve men in plaats van "een logement te verstrekken" "huisvesting te verschaffen", zoals in paragraaf 2.

Artikel 14.

In de Franse tekst van het eerste lid dient te worden geschreven : "... Société nationale des chemins de fer belges ...".

In 2° van het tweede lid kan beter worden geschreven : "2° in dienst in het buitenland".

Artikel 15.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 15.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging bepaalt de voorwaarden voor toekenning van het vervoerbewijs.

Dat bewijs wordt toegekend aan de militair die zich ter gelegenheid van een verlof of een vergunning naar zijn haardstede begeeft en voor zover hij daarvoor een traject van tenminste vijftien kilometer moet afleggen.

§ 2. Vervoerbewijzen kunnen worden toegekend met kortere of langere tussenpozen naar gelang van de categorie van de gerechtigden en van het aantal keren dat ze met verlof of vergunning gaan.

Een militair kan hoogstens om de twee weken een vervoerbewijs krijgen".

Artikel 16.

Het artikel kan beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 16.-

De Minister van Landsverdediging kan in de volgende gevallen een bijkomend vervoerbewijs toekennen :

1° ... (zoals in het ontwerp);

2° ... (zoals in het ontwerp);

3° ter gelegenheid van de begrafenis van een bloed- of aanverwant van de eerste of van de tweede graad, of van een verdere graad indien de militair onder hetzelfde dak woont als de overledenen;

4° ... (zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. MARTENS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.